

≡ BULLETIN ≡

DU IV^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 21

Moscou.

3 Décembre 1922.

21^{ème} Séance

du 24 novembre 1922.

Sommaire: Rapport sur la question agraire.

Orateurs: Varga, Renaud Jean, Teodorovitch, Joss, Rieux, Pauker.

Président: Kolarov.

La séance est ouverte à 12 heures.

Kolarov, Président: La séance est ouverte. Ordre du jour: la question agraire. La parole est au cam. Varga.

Varga (Hongrie): Camarades, la question agraire a été déjà discutée en détail au II^{ème} congrès de l'Internationale Communiste. Les thèses abordées par ce Congrès constituent la base de notre travail. Le programme d'action que la commission agraire vous présente n'est pas une modification de ces thèses, mais un complément. Ce complément a été nécessité par les changements historiques qui se sont produits au cours des deux dernières années. Au II^{ème} Congrès, nous étions tous convaincus que la révolution allait s'étendre rapidement vers l'Ouest. C'était l'époque de l'avance victorieuse de l'armée rouge en Pologne, de l'extension du mouvement communiste dans toute l'Europe, et c'est sous l'impression de cet essor révolutionnaire que les thèses du II^{ème} Congrès ont avant tout traité aux questions qui touchent de près la prise du pouvoir. Actuellement nous devons considérer que l'époque de la prise du pouvoir en Europe n'est pas proche. D'où la nécessité d'amener à nous de grandes masses de troupes auxiliaires afin de grossir l'armée de l'Internationale Communiste.

C'est cette idée qui est à la base de la tactique du front unique et du programme

d'action agraire qui vous est présenté. Si nous voulons parvenir à établir en Europe la dictature du prolétariat, nous devons nous assurer tout d'abord l'appui actif de larges couches de la population rurale et neutraliser d'autres couches. Car nous devons nous rendre compte que la bourgeoisie a également beaucoup appris de la révolution russe. Alors qu'à l'époque de la prise du pouvoir par les bolcheviks, elle était persuadée que la dictature prolétarienne ne pouvait pas durer, elle se rend compte aujourd'hui, par l'expérience de la Russie des Soviets, de l'importance du danger qui la menace, et elle se tient partout sur ses gardes. Il ne peut plus être question de surprendre la bourgeoisie au moyen d'une petite minorité révolutionnaire.

Si donc nous nous proposons de gagner à nous les couches qui sont susceptibles d'être acquises à la cause de la révolution, et d'en neutraliser d'autres, nous devons avant tout fixer la méthode de notre travail. Cette méthode consiste à exploiter les intérêts quotidiens des couches en question de la population rurale au sein du régime capitaliste. Pour gagner ces couches, il ne suffit pas d'établir un programme. D'une façon générale elles ont une attitude de méfiance vis-à-vis du Parti communiste. Il ne suffit pas, pour entrer en contact avec elles, de rédiger un bon programme, mais il faut les gagner par l'action en participant à leur lutte quotidienne. C'est

le seul moyen d'arriver à écarter la méfiance qu'elles ont à l'égard du Parti communiste. Il faut avant tout gagner les couches inférieures de la population paysanne, c'est-à-dire les paysans pauvres qui n'ont pas assez de terre pour pouvoir en vivre et qui sont obligés de se procurer une partie de leurs ressources en travaillant comme salariés. Pour cela, il faut avant tout les arracher à l'emprise morale des gros paysans et des grands propriétaires fonciers. C'est un travail difficile, car la classe paysanne en Occident n'est pas une masse aussi inorganisée que l'était la classe paysanne russe avant la révolution. La classe paysanne d'Europe possède ses organisations politiques, économiques et coopératives, dont les gros paysans ont partout la direction. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'exploiter les intérêts des paysans pauvres afin de les arracher à l'influence des gros paysans. Ce travail est extrêmement difficile. Les difficultés résident surtout dans la nature des partis communistes d'Occident.

Aucun de ces partis ne dispose des forces nécessaires pour mener pareille campagne. Beaucoup même ne disposent pas des forces nécessaires pour pouvoir travailler suffisamment au sein du prolétariat industriel: il reste donc très peu de camarades pour la propagande parmi les paysans et c'est pourquoi il est possible que le parti communiste d'un pays déterminé soit complètement coupé de la population paysanne.

Prenons un exemple. J'ai adressé aux camarades de la délégation roumaine à la commission agraire la question suivante: quelles conséquences politiques a eu le grand partage des terres en Roumanie parmi la population paysanne? Le camarade m'a répondu: nous ne savons pas. Je ne veux pas en faire un reproche au Parti communiste roumain, nous savons tous dans quelles conditions particulièrement difficiles il a eu à militer. Mais je veux seulement montrer par cet exemple qu'il y a beaucoup de partis communistes qui ne sont pas encore en état de faire un travail méthodique parmi la population paysanne. Naturellement la solution ne doit pas consister à renoncer à ce travail, mais à s'efforcer de tirer de la population paysanne elle-même des chefs, des agitateurs, des fonctionnaires du parti, et à les renvoyer dans le mouvement après leur avoir donné une éducation spéciale.

J'ai dit que l'action qui consiste à profiter des intérêts quotidiens des différentes couches

de la population paysanne pour les gagner à nous se heurte à de grandes difficultés. La plus grande, à mon avis, est le caractère social indécis des différentes catégories de cette population. Dans l'industrie la différenciation des classes est beaucoup plus claire et plus nette. Il est facile de distinguer un ouvrier industriel d'un artisan et d'un petit patron, le passage d'une classe à l'autre est rare et difficile. Naturellement, il arrive souvent, dans la période actuelle de déclin du capitalisme, qu'un ouvrier exerce en même temps un petit commerce, ou qu'il travaille indépendamment chez lui. Mais en général la différenciation est nette.

Il en est tout autrement dans la population rurale. Il y a à la campagne une transition insensible de l'ouvrier agricole, du prolétaire absolument sans terre, au semi-propriétaire; au petit paysan, au moyen paysan et au paysan riche. On passe facilement d'une catégorie à l'autre. La différenciation de classe n'y est pas permanente. Un paysan pauvre peut très facilement devenir un employeur de main d'oeuvre. D'autre part il peut être obligé par les circonstances extérieures de se louer comme salarié, ce qui fait que les classes, non seulement se chevauchent, mais ne sont pas permanentes.

En outre il y a la différence quantitative qui existe entre les classes moyennes dans l'agriculture et dans l'industrie. Dans les villes, nous pouvons négliger dans notre agitation les couches petites-bourgeoises, petits artisans, petits commerçants, etc... Mais il y a beaucoup de pays où le prolétariat agricole est numériquement très faible, et où les petits et moyens paysans constituent l'immense majorité de la population. C'est pourquoi nous devons consacrer à ces couches sociales dans notre travail à la campagne une plus grande attention que dans notre travail dans les villes.

J'indiquerai rapidement quelle est la base économique de ce caractère indécis des différences de classes à la campagne. Il est dû au fait que dans l'agriculture le moyen de production le plus important, c'est-à-dire la terre est facilement partageable. On peut la partager sans qu'il en résulte une diminution sensible de la production. Il est absolument impossible de partager une ligne de chemins de fer, une station électrique, un grand chantier naval ou une fabrique de machines, ce serait une stupidité, car cela aboutirait à ruiner la production. Mais dans l'agriculture on peut

partager le sol sans diminuer le produit d'une façon appréciable. Si le paysan est intelligent, le partage du sol n'entraîne aucune mauvaise conséquence pour la production. On peut acheter et vendre la terre à volonté. La base elle-même est partageable: c'est ce qui fait que la catégorie sociale qui repose sur cette base économique a un caractère de classe changeant et indécis.

Enfin, j'indiquerai la difficulté qui réside dans la différence de situation des différents pays. Alors que les problèmes du prolétariat industriel, les conditions dans lesquelles il vit, sont à peu près partout les mêmes, il existe dans l'agriculture de profondes différences. On peut distinguer trois types principaux: 1) les pays coloniaux, avec une population paysanne indigène asservie, par exemple l'Égypte et l'Inde. Le paysan y est exploité par les conquérants étrangers qui sont en liaison étroite avec les grands propriétaires féodaux du pays, par les grands princes alliés de l'impérialisme anglais. Dans ces territoires, la lutte contre l'impérialisme est en même temps la lutte sociale des paysans asservis contre leurs propres seigneurs, et la lutte pour la libération nationale est en même temps une lutte de paysans contre leur propre asservissement.

Un deuxième type est fourni par des pays où il existe encore de fortes survivances féodales et où la révolution bourgeoise n'a pas encore terminé son oeuvre. Même en Allemagne, il existe encore de forts restes de féodalité, et si nous marchons vers l'est, en Pologne, dans les Balkans, en Roumanie, en Asie Mineure, nous trouverons de plus en plus le type d'exploitation féodale.

Le troisième type est fourni par les États purement capitalistes, par exemple l'Amérique, où l'agriculture constitue une branche de la production capitaliste, ou comme les colonies anglaises, par exemple le Canada, l'Australie et l'Angleterre même. Il existe entre les exploités et les exploités les mêmes relations que dans l'industrie. L'exemple de la Yougo-Slavie prouve à quel point la situation est compliquée: dans les provinces nouvellement annexées de Bosnie et d'Herzégovine, nous trouvons des relations complètement féodales entre les ouvriers agricoles et les grands propriétaires fonciers; dans l'ancien territoire de la Serbie, pays complètement démocratique, dans les territoires enlevés à la Hongrie, Hongrie du Sud et Croatie, nous avons une agriculture complètement capitalisée, de grandes entreprises

agricoles avec installation moderne; de sorte que sur cette petite surface nous avons trois types sociaux et politiques différents, ce qui naturellement complique extraordinairement notre propagande dans les campagnes, étant donné que les mots d'ordre correspondant aux revendications quotidiennes doivent être tout autres dans la Vieille Serbie, en Bosnie et en Herzégovine et dans la Croatie ou dans les territoires enlevés à la Hongrie.

La deuxième grande différence consiste dans la question de la terre. Il y a des pays où le besoin de terre concentre toute l'attention de la population paysanne, et il y en a d'autres où la question de la terre ne joue pour ainsi dire aucun rôle. Si nous prenons par exemple la Pologne ou la Hongrie, ou même certaines parties de l'Allemagne ou de l'Italie, nous constatons que la question de la terre joue le rôle principal, tandis qu'en Amérique ou dans les colonies anglaises, ce n'est pas du tout le cas, étant donné que la terre y est en abondance. En France, la question de la terre a une moindre importance, parce que la population croît très lentement: au cours de la guerre, un million et demi de paysans ont été tués, de sorte que l'on ne saurait parler actuellement d'un grand besoin de terre. D'autre part il existe en Bulgarie un besoin de terre, mais comme il n'y a pas de grandes propriétés à partager, on peut dire que ce besoin de terre est sans objet. On voit donc que les situations sont complètement différentes.

J'ai dit que le caractère principal des couches petites-bourgeoises à la campagne est le manque de clarté de leur situation de classe. Ce fait détermine aussi leur rôle politique. Il change constamment. De même que leur base économique est changeante, leur rôle politique change également très facilement. Tantôt près du prolétariat, tantôt près des paysans riches, ce sont des éléments très oscillants qu'il faut tenir ferme et travailler d'une façon intelligente.

Sous ce rapport, j'indiquerai les transformations qui se sont produites par suite de la guerre dans la situation de classe et dans le rôle politique de la population paysanne. La répartition du revenu entre l'agriculture et l'industrie s'est transformée pendant la guerre en faveur de l'agriculture: donc certaines catégories paysannes qui avant la guerre étaient près du prolétariat se sont élevées et se sont rapprochées des paysans riches, de sorte que la ligne de démarcation séparant les couches sociales susceptibles d'être ga-

gnées à la cause prolétarienne a été rapprochée par la guerre et que la catégorie que nous pouvons englober aujourd'hui est moindre qu'avant la guerre. D'autre part la guerre a séparé plus nettement les éléments susceptibles d'être gagnés à la révolution et ceux qui ne le sont pas. Les paysans se sont enrichis pendant la guerre du fait que le prix des denrées alimentaires s'est élevé plus rapidement que celui de toutes les autres marchandises. Les paysans qui avaient des produits à apporter sur le marché se sont enrichis, mais ceux qui étaient obligés de gagner leur vie en se louant comme salariés se sont appauvris, ce qui a renforcé la séparation, mais non pas d'une façon aussi nette que dans l'industrie.

J'ajouterai que, dans ces deux dernières années, la situation a empiré. Je rappellerai la grande crise agraire en Amérique, en Argentine, et ce fait que, vu l'augmentation des prix des produits manufacturés, le paysan ne peut plus vendre cher ses produits et acheter à bon marché ceux de l'industrie. C'est pourquoi nous assistons actuellement dans différents pays à un endettement croissant des paysans.

Ce caractère indécis de la situation des paysans fait comprendre pourquoi, là où existe un prolétariat agricole, celui-ci doit être considéré comme le facteur principal du mouvement révolutionnaire. C'est parmi les ouvriers agricoles que le parti puisera ses meilleurs combattants. C'est ce que nous avons dit dans le programme d'action.

Je dois indiquer ici que dans la traduction française, on a commis une erreur tout à fait incompréhensible je dirais presque une altération. Dans le texte allemand, il est dit très clairement au paragraphe 6: «Il est le facteur de plus important du mouvement révolutionnaire». Dans le texte français, cette phrase a été traduite ainsi: «Un des facteurs les plus importants». Je prie donc les camarades qui ont en main cette traduction de tenir compte que le texte allemand signé est le texte définitif, le seul qui compte.

Comment entrerons-nous en contact avec les ouvriers agricoles? Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en parler beaucoup. Nous pouvons entrer en contact avec eux en exploitant leurs revendications quotidiennes comme salariés, comme prolétaires, en soutenant leur lutte pour l'élevation de leurs salaires, pour l'amélioration de leurs conditions de travail,

pour l'extension de la législation sociale, etc... Et non seulement soutenir cette lutte, mais l'organiser pour la diriger et pour la relier aux luttes du prolétariat industriel, pour prouver ainsi au prolétariat agricole que le parti communiste est véritablement le parti du prolétariat. Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'en dire davantage. Le programme lui-même contient tout ce qu'il faut dire là-dessus.

J'en viens maintenant à notre travail parmi les couches semi-propriétaires. Je veux indiquer ici les dangers qui nous y menacent. Ces dangers sont de deux sortes, dangers de droite et dangers de gauche. A droite il y a le danger que dans les pays où existe une couche nombreuse de demi-propriétaires et de petits paysans, notre agitation ne se transforme en une agitation paysanne, et qu'il n'y ait plus aucune différence fondamentale entre l'action du parti communiste et celle d'un parti paysan radical. A ce propos j'indiquerai qu'en France la méthode de travail du cam. Renaud Jean comporte le danger que l'on oublie les intérêts du prolétariat agricole en faveur des intérêts des demi-propriétaires et des petits paysans. De même à propos du rapport de la délégation américaine, où l'on ne demande rien d'autre que des prix minima fixés par l'Etat pour les produits agricoles, ce qui contredit non seulement les intérêts de la population agricole, mais aussi ceux du prolétariat industriel, en tant que consommateur. Ce sont là les dangers de droite.

Il y a également des dangers de gauche. Il y a des camarades qui ont peur des paysans et qui croient que seul le prolétariat agricole et industriel fournit des combattants actifs pour la révolution, que les paysans pauvres ne peuvent pas être acquis à la cause révolutionnaire. C'est là une erreur aussi grave que la précédente, car il y a de nombreux pays où une révolution prolétarienne est absolument impossible sans la collaboration active des paysans pauvres. Je pourrais dire qu'à l'exception de l'Angleterre il n'y a pas en Europe un seul pays où une dictature pourrait se maintenir si elle avait contre elle la bourgeoisie, les paysans riches et les paysans petits et moyens.

Je considère donc que la peur de la collaboration des paysans, le manque de foi dans la possibilité de révolutionner de grandes masses paysannes constituent une erreur politique analogue à la négligence des intérêts

des travailleurs ruraux. La chose est bien claire: des troupes sûres pour notre lutte, des troupes de combat permanentes ne peuvent nous être fournies que par le prolétariat rural. Mais dans les moments de mouvement révolutionnaire, il faut entraîner les plus larges couches de la population travailleuse agricole. Sans cela, la prise du pouvoir sera impossible dans beaucoup de pays et dans les autres la dictature ne pourrait se maintenir sans leur appui actif.

Voici la question qui se pose: comment atteindre les diverses couches de la population paysanne? Dans notre programme d'action, les différents rapports de dépendance des paysans à l'égard du capital sont nettement indiqués: dépendance du capital d'emprunt, du capital d'usure, dépendance de la spéculation qui achète aux petits paysans leurs produits très bon marché pour les revendre ensuite très cher dans les villes, dépendance du capital industriel qui élève artificiellement les prix des produits industriels grâce au monopole, dépendance du Capital des transports qui, par exemple en Amérique, est d'une importance décisive puisque 50% parfois de la production passe en frais de transport. Il y a probablement ici des camarades qui ont lu le très intéressant roman de Norris où il raconte ce qui suit: En Amérique la Compagnie des chemins de fer change toutes les deux semaines ses tarifs. Alors un pauvre diable qui, par un dur labeur de prolétaire était devenu cultivateur de houblon demande au directeur: dites-moi, comment déterminez-vous les tarifs? Celui-là de répondre: Nous les déterminons aussi hauts que vos affaires peuvent les supporter». Ainsi donc, ils enlèvent tout ce qui reste après paiement du travail.

En outre, il faut encore considérer la lutte des paysans contre l'Etat capitaliste qui, sous forme d'impôts et de guerres, c'est-à-dire de l'impôt du sang, écrase durement le paysan.

Je pense que notre véritable travail doit consister à soutenir les diverses revendications de la population paysanne envers le Capital. Voilà où, à mon avis, se trouve la solution de la question des prix. Naturellement, nous ne devons pas dire: les paysans doivent obtenir des prix élevés. Mais nous devons transformer la question des prix en une lutte des paysans contre le Capital. Nous devons dire: Il faut contraindre le Capital à fournir aux paysans des moyens de production, des ma-

chines, des engrais, etc... tout cela bon marché, afin de permettre aux paysans de vendre les vivres aussi bon marché. Nous ne devons pas dire. Nous voulons tel ou tel prix élevé, mais les capitalistes doivent fournir aux paysans tous les produits industriels à bon marché.

Camarades, le point central de notre travail se trouve dans la question de la terre. Car le désir de posséder la terre constitue le facteur le plus actif de tous les mouvements révolutionnaires à la campagne. La question se pose très clairement: le Parti Communiste doit-il soutenir le mouvement des paysans pauvres demandant plus de terre dans le cadre du Capitalisme ou ne doit-il pas le soutenir? Doit-il se prononcer en faveur de cette revendication ou non? On ne saurait éluder cette question. Dans la plupart des pays, elle se pose avec une telle intensité que les partis communistes sont absolument obligés d'y répondre par oui ou par non.

Je disais donc, camarades, que le Parti Communiste doit partout répondre nettement par un oui à cette question. Ce Parti doit soutenir tous les efforts faits par les petits exploitants pour obtenir plus de terre. La tactique doit consister à opposer notre solution révolutionnaire de la question agraire de la manière la plus constante et la plus énergique à toute réforme agraire bourgeoise et à diriger l'action de ces couches paysannes dans la direction de la solution préconisée par nous.

Tous les paysans pauvres et les petits fermiers exigent la réduction du loyer de leur terre. Le Parti Communiste ne saurait dire: non, nous ne sommes pas en faveur d'une telle mesure. Il doit dire au contraire: oui, nous sommes pour cette mesure, mais nous vous disons en même temps que ce n'est pas là une solution, car seule l'expropriation de ces terres que vous avez aujourd'hui en fermage, seule leur confiscation révolutionnaire peut donner une solution. Les paysans qui n'ont que peu de terre veulent en acheter, ils veulent que l'Etat leur en fournisse à bon marché. Le Parti Communiste ne saurait dire qu'il s'y oppose. Il doit dire au contraire; nous sommes pour cette mesure, mais nous voulons encore plus, nous voulons que vous obteniez la terre gratuitement; et nous luttons ensemble avec vous pour ce but. Pour le moment nous

tâchons que vous obteniez immédiatement de la terre bon marché. Nous continuerons la lutte pour que vous l'obteniez gratuitement en même temps que de l'outillage, du bétail, des machines, etc...

C'est ainsi, camarades, et seulement ainsi que l'on peut prendre activement contact avec ces couches qui aujourd'hui sont, je dirai, séparées du Parti, qu'on peut les entraîner dans notre cercle d'influence et relier leur mouvement révolutionnaire à celui du prolétariat urbain. On peut objecter ce qui suit. Lorsque les Gouvernements bourgeois verront que le mouvement devient vraiment révolutionnaire, ils tenteront d'étouffer ce mouvement en distribuant de la terre aux éléments dirigeants les plus actifs des paysans. C'est ce qui est arrivé dans tous les pays limitrophes de la Russie: en Finlande, en Lettonie, en Esthonie (en Pologne la promesse a été faite, mais pas encore réalisée) et en Roumanie. Un correspondant du journal anglais: *L'Economist*, écrit nettement dans un de ses derniers numéros en date du 21 octobre 1922 au sujet de la Roumanie:

«Il est notoire que c'est la peur et non les circonstances économiques qui ont amené la réforme agraire en Roumanie. C'est le prix que les classes régnautes ont payé pour sauvegarder le pays du Bolchévisme».

Cela est tout à fait clair et juste. L'idée pourrait alors venir: s'il en est ainsi, pourquoi devons-nous appuyer de tels mouvements, des mouvements qui, à un certain moment pourraient avoir des effets anti-révolutionnaires? Mais je dois dire que la question se pose avec trop d'intensité, le Parti Communiste doit absolument y répondre par oui ou par non; or, il ne saurait répondre par non, il doit dire oui et risquer le danger d'un succès partiel qui émuuserait quelque peu le mouvement révolutionnaire. L'idéal du mouvement révolutionnaire serait naturellement que la lutte des ouvriers de la ville et le mouvement révolutionnaire des paysans pauvres augmentent parallèlement jusqu'au moment où simultanément le prolétariat industriel des villes s'emparerait du pouvoir et le prolétariat agricole ainsi que les paysans pauvres saisiraient les terres. La population rurale recevrait légalement la terre des mains de la dictature du prolétariat, ainsi que cela est arrivé en Russie; ce ne serait pas la bourgeoisie, mais le prolétariat révolutionnaire, maître du pouvoir, qui distribuerait

les terres. Voilà quel serait l'idéal. Mais nous ne sommes pas seuls sur le terrain de combat, la bourgeoisie lutte aussi et elle peut avoir la chance de distribuer la terre précieusement pour étouffer le mouvement révolutionnaire général.

Si elle fait cela, nous serons obligés de tout recommencer. Nous devons donc exploiter immédiatement toutes les lacunes d'une réforme agraire bourgeoise. Nous devons immédiatement indiquer que c'est là une réforme agraire limitée par son caractère bourgeois même. Une réforme bourgeoise ne saurait en effet rien donner au véritable prolétariat sans terre, car elle ne distribue la terre que contre paiement ou en imposant une lourde dette. Elle ne peut donner de terres à des gens qui n'ont pas de moyens de production, pas de bétail de semences, de machines, d'étable, etc... S'ils essaient, comme par exemple en Yougo-Slavie où les terres conquises chez les Hongrois ont été distribuées aux soldats sans terre, on n'arrivera à rien, car, comme cela est arrivé dans le cas indiqué, les bénéficiaires de ces distributions ont donné leur terre en ferme et la chose n'est pas allée plus loin.

Pour me résumer, je dis: nous devons envisager en toute conscience le danger d'une réforme agraire bourgeoise et si elle est accordée, nous devons immédiatement transformer notre tactique en nous appliquant à exploiter tous les défauts de cette réforme bourgeoise.

Le résultat social d'une telle réforme est le suivant.

Elle étouffe momentanément le mouvement révolutionnaire. Elle crée une grande couche de gros paysans liés au Capitalisme, mais d'autre part elle aggrave profondément les antagonismes de classe entre paysans pauvres et paysans riches, c'est-à-dire entre les paysans sans terre ou qui n'obtiennent de terre qu'à des conditions qui les rendent esclaves des banques et les ramènent dans le plus court intervalle de temps à leur précédente misère, et les paysans riches beaucoup plus avantagés.

Camarades, dans notre agitation, nous devons toujours préconiser clairement et de la façon la plus énergique notre programme: confiscation de la terre, confiscation de tous les moyens de culture, remise gratuite de ces terres, avec tout leur outillage, aux prolétaires sans terre et aux paysans pauvres. Pour gagner les couches moyennes neutres, nous devons sans cesse leur répéter que la

révolution prolétarienne supprime les hypothèques et le fermage; tous ceux qui avaient cultivé jusqu'à présent leurs terres en qualité de fermiers reçoivent ces terres gratuitement pour les exploiter librement. Sans cesse nous devons faire ressortir la différence profonde qu'il y a entre une réforme agraire bourgeoise et une révolution agraire prolétarienne.

Pour conclure, je dois ajouter quelques mots relatifs aux mesures d'organisation prévues dans le programme d'action qui vous est soumis. Naturellement, camarades, notre tâche est d'organiser le véritable prolétariat rural là où il n'est pas encore organisé syndicalement; il faut constituer des noyaux communistes dans les syndicats ruraux si ces syndicats existent, et les amener ainsi sous notre direction. Il faut cependant ajouter que nous devons montrer que notre intérêt consiste à transformer ces syndicats ruraux en syndicats industriels, de telle sorte que tous les ouvriers industriels occupés en permanence dans l'agriculture, c'est-à-dire les seruriers, forgerons, charrons, maçons, mécaniciens, etc... soient organisés dans les syndicats des ouvriers ruraux, ce qui donnerait à ces derniers un meilleur point d'appui.

D'autre part, camarades, il est à souhaiter que les communistes habitant la campagne, pénètrent dans les syndicats jaunes, dans les syndicats bourgeois, dans les syndicats fascistes, dans tous les syndicats contre-révolutionnaires des paysans, pour y former des noyaux et y montrer que ces syndicats ne remplissent pas leurs buts, qu'ils ne luttent pas contre les patrons. De même les communistes doivent pénétrer aussi dans les diverses organisations des petits paysans, dans les organisations économiques, dans ces coopératives, pour y former également des noyaux et les amener sous la direction du Parti Communiste.

En faisant ce travail parmi les paysans pauvres, le Parti Communiste essaye de les amener sous sa direction. Il doit essayer d'influencer le mouvement, de lui donner des mots d'ordre toujours plus révolutionnaires—naturellement suivant la situation tactique à l'instant considéré pour démontrer de cette façon à la population paysanne, au prolétariat, aux paysans pauvres que le Parti Communiste ne se considère pas seulement dans son programme, mais aussi dans sa pratique, comme le représentant des intérêts de tous les éléments pauvres de la campagne. Nous devons essayer, quand nous en avons l'oc-

casion, de relier le mouvement des prolétaires ruraux et des paysans pauvres avec le mouvement du prolétariat international en les faisant s'appuyer l'un sur l'autre. Ce n'est pas une utopie. En Allemagne, nous connaissons des cas où les paysans pauvres ont par exemple soutenu la grève des ouvriers métallurgistes de l'Allemagne du Sud en leur donnant des produits alimentaires, et il existe sûrement d'autres circonstances où les ouvriers de l'industrie ont pu soutenir la lutte des paysans pauvres. On doit essayer de réunir ces deux branches du mouvement qui jusqu'ici ont été sans liaison. Là où existe un fort mouvement de Conseils ouvriers, on peut former des conseils agraires dans les grands domaines et des conseils de petits-paysans, afin de relier les deux mouvements des Conseils ouvriers agraires et industriels, et de donner aux petits paysans un point d'appui dans le mouvement des conseils d'Usines. Je ne peux naturellement pas énumérer ici tous les cas qui se sont produits, mais seulement donner des exemples.

Camarades, je termine. Le programme d'action, tel que nous l'avons et qu'il a été unanimement adopté par la Commission, ne signifie pas que dans certaines délégations, il n'existe pas de différence d'opinions. Ces différences existent, par suite de la difficulté du sujet et de la diversité des conditions objectives. Un camarade, je crois que c'était un Polonais, a employé une expression frappante en disant que le programme agraire était un omnibus dans lequel chacun pouvait monter. Il en est ainsi camarades. Il ne peut pas en être autrement. A la campagne, le partage ne se fait pas d'une façon nette et précise, la différenciation des classes change continuellement, c'est pourquoi notre programme d'action doit être établi de façon à permettre à toutes les couches ouvrières de la campagne de participer au mouvement révolutionnaire du Parti Communiste, en soulignant le primat du paysan vraiment prolétarien. (Applaudissements prolongés.)

Kolarov: La parole est au second rapporteur: le camarade Renaud Jean.

Renaud Jean:—Des rapports que les diverses sections de l'Internationale Communiste ont rédigés sur la position de la question agraire dans leurs pays respectifs, il résulte que partout l'action communiste à la campagne présente des difficultés spéciales. Et cependant, il ne saurait être question de laisser les paysans hors de la révolution, du

moins dans les pays analogues à la France où près de la moitié de la population vit du travail de la terre. Car ce serait tout simplement renoncer à la Révolution.

Par conséquent, l'Internationale Communiste doit considérer le travail parmi les paysans: propagande, recrutement, agitation, comme l'une de ses tâches essentielles. Le Parti Communiste français le comprit dès sa constitution. L'an dernier le Congrès de Marseille, discuta et vota un programme agraire qui avait reçu à l'avance l'approbation de l'Exécutif.

Ce programme, et c'est sa caractéristique principale, négligeait les revendications immédiates pour s'attacher uniquement à préciser les grandes lignes de l'organisation agraire au lendemain de la prise du pouvoir. Pourquoi cela? Je sais qu'une pareille conception d'un programme agraire a surpris un certain nombre de représentants des autres sections de l'Internationale. Elle est cependant la seule qui corresponde à l'état d'esprit actuel du paysan français.

Durant les derniers mois, pour rédiger le rapport demandé par l'Exécutif, j'ai engagé une enquête à travers toutes nos fédérations. Comme je l'écrivais il y a quelques jours dans le «Bolchévik», la plupart des camarades qui militent dans les régions les plus diverses, même dans celles, qui, comme la Bretagne, furent de tout temps les piliers de la mentalité paysanne. La dure épreuve de la guerre a fortement entamé chez nos ruraux les illusions politiques d'autrefois. Certes, en 1919, au moment des élections générales, comme d'ailleurs leurs camarades ouvriers, ils se prononçaient en majorité en faveur du régime capitaliste et de ses représentants. Mais, à l'heure actuelle, leur redressement est certain.

La majorité des paysans français a pris conscience que les institutions politiques et économiques traversent une crise grave. Une grande partie d'entre eux considère sans terreur, souvent même avec sympathie, l'hypothèse d'une Révolution.

Ce fait, confirmé non seulement par une expérience personnelle, mais par les renseignements reçus du plus grand nombre des fédérations rurales, explique la position prise par le Parti français dans la question du programme agraire. Tandis que, dans certains pays, les travailleurs de la terre ne pourront être amenés à la notion de révolution que par une série d'actions menées sur des plateformes réduites: conditions de travail, problè-

mes fiscaux, etc. etc., les paysans français, pour des motifs que nous allons examiner, sont susceptibles de brûler ces étapes successives.

La question agraire en France présente une deuxième particularité. Il est possible de gagner au communisme, soit directement, par la création de sections, soit indirectement, par l'influence que ces sections exercent sur la masse hésitante, non seulement le prolétariat agricole, mais les paysans aisés qui possèdent leurs champs, leur maison, leur outillage.

Certes les paysans sans terre ont un motif spécial de se dresser contre le régime: la question de propriété se pose pour eux comme pour les salariés de l'industrie et du commerce. Dépossédés de leurs outils: la terre, le cheptel, les bâtiments d'habitation et d'exploitation, ils sont des prolétaires au même titre que leurs camarades de l'usine et du magasin; journaliers, domestiques, en dépit de toutes les exagérations répandues par la bourgeoisie, concernant l'enrichissement des campagnes, connaissent une vie difficile.

Bien que la guerre, en diminuant l'importance des offres de la main d'oeuvre sur le marché du travail, ait amélioré la situation des salariés, ils ne touchent encore qu'une rémunération hors de proportion avec le travail fourni: 1200 à 2000 francs par an, nourris et logés, sauf en Brie et en Beauce, où leurs salaires dépassent généralement 3000 francs. Comme le paysan de notre époque se résigne mal aux économies où nos grands pères trouvaient leur bonheur, comme il veut s'habiller décentement, s'amuser à l'occasion, il lui reste bien peu de chose. A la fin de l'année métayers et petits-fermiers éprouvent la même gêne. Ceux qui ne furent pas mobilisés ou bien qui laissèrent au foyer une femme, des enfants, des vieux capables de poursuivre la mise en valeur des terres, réalisèrent des économies qui leur permirent, dans des cas nombreux, de se libérer de l'exploitation de la bourgeoisie agraire. Mais les autres, la guerre finie, doivent s'y soumettre de nouveau.

Quel est le nombre de ces paysans sans terre? Je ne vous cacherai même pas que j'hésite à formuler sur ce point, même des hypothèses. Les statistiques sont dressées bien plus pour servir ceux qui les utilisent que pour servir la vérité. Cependant, en 1906, on estimait à près de 1.300.000 environ le nombre des salariés agricoles. Combien en reste-t-il au lendemain de la guerre? Un

million; 800.000 peut-être. Si l'on ajoute à ce total approximatif les centaines de milliers de petits fermiers et métayers, le nombre des travailleurs de la terre, hommes, ne dépasserait pas en 1920, 3.700.000. On aboutit à la conclusion suivante: les effectifs du prolétariat agraire atteignent le tiers de ceux de la population rurale totale. Pour environ 1/3 de paysans français, la question de propriété se pose donc de la même façon que pour le prolétariat industriel et commercial.

Restent les petits propriétaires. On pourrait, au premier abord imaginer, qu'ayant conquis leurs instruments de travail, ils doivent se désintéresser d'une révolution qu'ils ont déjà accomplie pour eux-mêmes; qu'ils doivent la craindre par suite de la propagande conservatrice; qu'ainsi, ils sont fatalement condamnés à devenir les auxiliaires de la contre-révolution. Et cependant, il leur reste d'assez sérieux motifs d'hostilité contre le régime pour qu'il nous soit permis d'espérer amener au communisme la plus grande partie d'entre eux. Ils possèdent leurs champs, libérés presque toujours de l'hypothèque depuis la guerre, mais ils doivent aller tous les jours sur le marché pour vendre leurs produits, pour acheter les objets indispensables à leur vie et à leur travail, subir la loi du gros capital. Le haut commerce fixe les cours, puis il les impose. Ils sont particulièrement inquiets de la situation financière du pays. Ils ont placé, en rentes sur l'Etat, les économies réalisées pendant les dernières années, 5.000. 10.000, 15.000 francs et ils considèrent avec effroi l'accroissement de la dette; ils redoutent une catastrophe qu'ils sentent fatale. Préoccupation de capitalistes?... dira-t-on. Bien modestes capitalistes, que ceux dont les économies suffraient tout juste à assurer l'existence en cas de grêle, dépizootie, de maladie prolongée. Et puis, qu'importent les causes qui provoquent l'esprit de révolte. L'essentiel est de faire surgir cet esprit, de s'en emparer pour le transformer en esprit de révolution. (Applaudissements).

Et surtout le paysan déteste le militarisme et la guerre. J'ai depuis longtemps marqué ma surprise que l'Internationale Communiste n'attribue pas l'importance quelle mérite à cette double haine. Les guerres, englobant 20 pays, jetant 40 à 50 millions d'hommes sur les champs de bataille, constituent un fait nouveau qu'on ne pouvait prévoir il y a trois quarts de siècle. A cette époque, comme aujourd'hui, l'évolution capitaliste dépillait

les masses travailleuses de leurs outils et ainsi les asservissait. Mais lorsque la recherche des débouchés, la conquête des matières, des grandes voies de communication maritimes et terrestres provoquait un conflit armé, quelques centaines de milliers d'hommes seulement étaient pris dans l'engrenage. Aujourd'hui l'engrenage happe tous les hommes valides, tandis que l'entrée en scène d'impérialismes nouveaux, la raréfaction de certaines matières premières, multiplient des dangers de conflit.

Or, la guerre constitue pour le paysan la plus redoutable menace d'expropriation. Il y a actuellement en France, comme dans tous les pays qui prirent part à la dernière guerre, des milliers d'hommes à qui le régime capitaliste confisqua 7 ou 8 années de leur vie. Des milliers et des milliers de mutilés, de malades, qu'il expropria de leurs membres, de leur force, de leur jeunesse; un million et demi de familles qu'il a privées de leurs soutiens...

Bordiga.—Pendant la guerre, personne ne s'est aperçu de cet état d'âme en France.

Tout le monde était patriote, même les paysans dont vous exaltez l'antimilitarisme.

Renaud Jean. J'explique ce fait par la faillite lamentable de la deuxième Internationale en 1914. Les paysans furent, comme les autres, grisés par la propagande chauvine menée par tous les journaux bourgeois. Ils subirent, comme les autres, l'influence de l'argent jeté sans compter par le gouvernement de notre pays.

Seulement, s'ils avaient senti dans les chefs de l'Internationale, dont le devoir était d'appeler à la révolte un appui, ces paysans auraient suivi une action contre la guerre et auraient fait la révolution.

S'ils ont marché, ce n'est pas leur faute à eux paysans, c'est avant tout la faute du parti socialiste d'avant guerre, de l'Internationale d'avant-guerre, qui ont manqué à tous leurs devoirs en 1914.

Ce que je puis dire ici, c'est qu'en France tout au moins (je ne connais pas les autres pays, je n'ai pas l'habitude de parler de ce que j'ignore) la haine de la guerre et la haine du militarisme peuvent être transformées en un véritable levier de révolution sociale, à condition toutefois que l'on ne détourne pas, comme on l'a fait pendant ces derniers mois, cette haine de la guerre et du militarisme chez les paysans contre quel-

ques hommes-Poincaré ou Guillaume-fantoches qui ne peuvent influencer l'histoire que d'une façon légère,—mais contre le régime capitaliste lui-même...

Bordiga.— Pour la guerre contre le militarisme.

Renaud Jean.— Soyez persuadés que le paysan français, comme je suppose le paysan italien...

Bordiga.—...a fait la guerre seulement pour la bourgeoisie.

Renaud Jean.— Il a fait la guerre en 1793 contre les hobereaux féodaux. C'est lui qui a fait la révolution. Il peut la recommencer.

Tous ceux qui échappèrent au massacre savent que les traités signés, loin de supprimer les dangers de guerre, les ont amplifiés. Or il est facile de montrer aux paysans que la guerre est la conséquence directe du régime capitaliste et par conséquent, de susciter leur volonté de révolution.

Pour ces divers motifs, l'influence de la bourgeoisie agraire sur les petits propriétaires ne s'exerce pas en France avec la même régularité et la même puissance que dans la plupart des autres pays. Parce qu'ils possèdent la terre, nos petits propriétaires pourraient se croire solidaires de la bourgeoisie campagnarde et d'ailleurs, ils le croient dans une certaine mesure. Mais leur vie quotidienne, les travaux partagés et surtout le souvenir de la dure lutte pour la terre menée par leurs ascendants, les rapprochent du prolétariat agricole, ils détestent l'oisif, le riche, le maître, et les souffrances de la tranchée sont encore venues attiser cette haine. Ce qui démontre bien qu'à la campagne la barricade se dresse entre la bourgeoisie et les petits propriétaires et non entre ceux-ci et le prolétariat, c'est qu'en France il n'existe pas de parti agrarien analogue à ceux qui jouent un rôle important dans l'Europe centrale.

Cependant, la bourgeoisie a tout fait pour embrigader la masse des petits propriétaires; elle a créé des associations puissantes, des syndicats, des coopératives. Certes, il est indéniable qu'ainsi elle réussit parfois à diriger politiquement les paysans. Mais, bien souvent, le paysan va au syndicat, achète des engrais, des semences, apporte ses produits, vote dans le syndicat même pour les hobereaux qui l'administrent, puis, sur le terrain politique, les combat. Tandis que, dans l'ensemble, les grands propriétaires terriens sont restés fidèles aux partis de la

réaction politique, la masse des petits paysans vote, depuis le commencement de ce siècle, en majorité pour les radicaux. Dans toutes les régions de petite propriété, une lutte s'est engagée entre les paysans et les hobereaux autour des municipalités. Les hobereaux ont été chassés de la mairie par leurs anciens métayers devenus petits propriétaires. Le petit paysan installé à la mairie a d'ailleurs conservé les méthodes administratives de ceux qu'il remplaça. D'un autre côté le radicalisme n'est qu'un des différents masques que revêt tour à tour la classe bourgeoise pour retenir le peuple autour des tréteaux politiques et le détourner de la question sociale.

Il n'en reste pas moins que la majorité des petits propriétaires français avait déjà échappé avant la guerre à l'influence des hobereaux campagnards. Et aujourd'hui les suites de la guerre, le bloc national réalisé entre tous les partis politiques bourgeois anti-cléricaux en cléricaux, radicaux, républicains modérés et réactionnaires, leur démontre qu'il n'y a véritablement aucune différence entre les uns et les autres, que tous représentent les intérêts des diverses branches de la bourgeoisie et comme la haine du petit paysan contre le riche s'est encore accrue pendant la guerre, elle le conduira à la révolution, si le parti communiste s'affirme à la hauteur de la tâche entreprise.

L'année dernière, nous avons assisté, dans certains départements du sud-ouest, à la naissance d'un mouvement syndical dont il est impossible de dire comment il finira, mais qui, par son caractère particulier, fournit un exemple curieux de la solidarité entre les diverses catégories des travailleurs de la terre. Un différend venait d'éclater entre les grands propriétaires et les métayers et fermiers au sujet de la répartition de la plus-value du cheptel vivant.

Prétextant un cas de force majeure, la guerre, et l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de prévoir les variations brusques des cours qu'elle entraînerait, les grands propriétaires refusaient de faire honneur aux contrats signés. En fait seuls les métayers et les fermiers étaient intéressés dans ce conflit.

Et cependant les syndicats naquirent spontanément, groupant coude à coude petits propriétaires, fermiers, métayers et salariés. C'était le bloc des paysans véritables, de tous les exploités contre les exploités. Et il ne s'agit pas d'un accident. Les mêmes

faits se sont produits dans d'autres régions de la France.

En résumé, bien que pour des motifs en partie différents, prolétaires de la terre et petits propriétaires peuvent en France être gagnés à la Révolution. Le Parti Communiste doit donc y mener une action particulière. Il doit chercher à former un bloc de toutes les catégories de travailleurs des champs et les rapprocher du prolétariat des villes.

Il ne compte à la campagne que deux catégories d'ennemis irréductibles; les grands propriétaires oisifs, descendants ou successeurs des féodaux et, dans la plupart des cas, les grands fermiers qui, dans quelques régions, se livrent, grâce aux bras de nombreux salariés à la culture industrialisée.

Mais avant de s'engager dans la voie qui conduit à la révolution, les paysans voudraient connaître, non pas dans le détail, mais dans les grandes lignes, ce que la révolution fera pour eux, ce qu'elle fera d'eux.

Je crois que l'Internationale Communiste ne tient pas un compte suffisant de ce besoin de savoir qu'il est facile de constater pour peu qu'on partage la vie des travailleurs de la ville et des champs.

Car le prolétariat industriel lui aussi, avant d'adhérer sans réserve à la révolution, exige qu'on lui en explique le contenu. Il y a à peine un mois notre camarade Delfosse, secrétaire de la Fédération du sous-sol, ne déclarait-il pas au Comité confédéral unitaire: l'hésitation à renverser le régime bourgeois a pour cause principale le doute de l'organisme de remplacement.

Je crains que le malentendu qui existe à ce point de vue entre l'Internationale Communiste et les masses prolétariennes ne prenne quelque jour des proportions tragiques. Nous avons voulu mettre debout une organisation de combat. La prise du pouvoir constitue, notre premier objectif, celui qui commande tous les autres. Toutes nos énergies doivent tendre vers ce but. Qui n'accepte pas cette conception se met par là même en dehors de l'Internationale Communiste. Mais voilà que le secrétaire d'une des plus puissantes organisations ouvrières de France vous dit: les masses hésiteront à renverser le régime, à s'emparer du pouvoir, aussi longtemps qu'elles n'auront pas la conviction que le communisme fera mieux que la bourgeoisie. Là tous les militants qui vivent en contact avec les paysans savent qu'ils partagent cet état d'esprit.

Par conséquent s'obstiner à ne pas cher-

cher à déterminer les grandes lignes de l'organisation économique durant la période de dictature, c'est renoncer au moyen le plus capable de soulever le prolétariat contre le régime, et provoquer sa volonté de lutte. On ne mobilise pas pour la révolution avec un fascicule. La volonté de lutte doit partir d'en bas.

Il est très commode de s'emprisonner dans la doctrine, de raisonner dans l'abstrait et de fermer les oreilles à ces préoccupations positives des paysans et des ouvriers, de parler de constructions utopiques. Utopie? Oui, s'il était question de déterminer dans le détail l'organisation politique et économique de l'Etat prolétarien.

Mais il ne s'agit pas de cela. D'ailleurs il est toujours possible de faire remarquer qu'un programme dressé à l'avance pour la période transitoire ne constitue somme toute qu'une possibilité et non pas une certitude, que les choses ne se passeront pas forcément de la manière que l'on souhaiterait. Entre une absence totale de programme positif et une anticipation hasardée et dangereuse, il y a de la marge. Aujourd'hui nous lançons des formules: violence nécessaire, dictature, socialisation. Ces formules ne suffisent pas. Une question monte de tous les auditoires paysans. Et au lendemain de la prise du pouvoir, qu'est-ce que vous ferez? Qu'est-ce que la dictature? Comment fonctionneront les Conseils? Comment trancherez-vous la question de propriété?

Remarquez bien d'ailleurs que la chose est possible. Par suite de la guerre et de ses ravages matériels et humains, des crises économiques et financières, la révolution qui semblait il y a dix ans ne devoir se produire qu'au bout d'un nombre considérable d'années, de plusieurs siècles, peut s'être considérablement rapprochée. Chercher à déterminer ses contours généraux, ce n'est donc plus travailler dans le rêve. Si la prise du pouvoir par le prolétariat s'accomplit d'ici trois, cinq, dix années, la répartition des terres, le degré de perfectionnement de l'outillage, la psychologie paysanne seront sensiblement ce qu'ils sont aujourd'hui. En une période aussi courte, l'industrie elle-même ne saurait subir des changements notables: à plus forte raison aux champs, où toute évolution sérieuse exige un laps de temps bien plus considérable.

Camarades, voilà donc, rapidement esquissés, les caractères particuliers que présente, en France, la question agraire. Il est pos-

sible de gagner rapidement une grande partie des paysans à la révolution, qu'ils soient salariés, métayers ou petits propriétaires. Désabusés par trois quarts de siècle de suffrage universel et de parlementarisme, ils ne croient guère plus à la réforme, aux améliorations partielles, aux déclarations des différents partis politiques. Pour les amener au communisme, il sera cependant nécessaire de leur montrer que, dans la période de lutte terminée, dans le régime nouveau ils jouiront d'une situation meilleure.

C'est en s'inspirant d'une part de la psychologie des paysans, et d'autre part des conditions matérielles de l'agriculture française—conditions examinées dans le rapport transmis à la commission nommée par l'Exécutif—que le Parti Communiste a dressé un programme agraire qui, doublé de celui que vous allez adopter, semble répondre aux principales nécessités de l'action communiste dans les campagnes.

Theodorovitch (Russie). — Camarades, le fait que la production paysanne, cette survivance du moyen-âge, s'est conservée presque partout, peut être expliqué, en gros, par trois facteurs: premièrement, par la loi de la rente absolue qui à son tour découle du monopole de la propriété foncière privée, car seules les exploitations paysannes, pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires, peuvent payer à la propriété foncière un revenu pris sur la plus-value et même sur le salaire; deuxièmement, par le fait que la grande exploitation, ou plus exactement la forme d'exploitation capitaliste, n'a pas su attirer le capital dans l'agriculture, d'un côté, et la main-d'œuvre, de l'autre; enfin par le fait que le capital commercial, bancaire, usuraire et le capital d'accaparement ont enveloppé l'économie rurale de relations qui nous rappellent surtout le système domestique de la grande industrie, dans sa forme appelée «Kaufsystem» comme dans celle que l'on appelle «Lohnsystem». C'est à la caractéristique générale de l'agriculture que l'on peut le mieux appliquer ce qu'a dit Marx au sujet de l'Allemagne de 1840: qu'elle souffre moins du développement du capitalisme que de l'insuffisance de développement du capitalisme. Ainsi parmi les contradictions fondamentales du mode capitaliste de production, il y a, entre autres, la contradiction suivante: l'absence à l'échelle mondiale d'équilibre entre l'agriculture et l'industrie, d'un côté la concentration maxima, l'accumulation maxima dans le domaine de l'indus-

trie, qui déchire déjà son enveloppe de propriété privée et, de l'autre, le processus de décomposition, de putréfaction, de retard que nous observons dans l'économie rurale, à l'exception toutefois de certains éléments comme la grande propriété foncière capitaliste et la grande exploitation paysanne, qui se sont plus ou moins assimilées, adaptées, aux formes économiques capitalistes. Voilà pourquoi la caractéristique donnée par Marx aux paysans, disant que «la société bourgeoise aspire le sang de leur cœur et la moelle de leurs os pour jeter tout cela dans le creuset du capitalisme, ce nouvel alchimiste»—est tout à fait juste.

Si nous passons maintenant à la Russie, nous voyons que tous les traits essentiels qui caractérisent l'agriculture s'y manifestent avec une netteté et un relief particuliers.

Au début du XXème siècle, nous avons dans le village russe, d'une part des survivances du servage et de la féodalité, comme par exemple les «latifundia» des nobles, les fermages léonins en nature, les corvées destinées à amortir les fermages, et d'autre part, le despotisme du capital commercial, usuraire et d'accaparement, nous constatons le dépérissement de l'artisanerie, nous constatons l'anéantissement de l'industrie domestique. Ainsi, nous voyons tous les traits qui caractérisent la vie des campagnes en général.

Mais l'agriculture russe a encore une particularité: elle a conservé des modes d'exploitation surannés, que nous ne trouvons plus en Europe occidentale. Ainsi: les cultures à trois assolements, une succession imposée de cultures, l'«obchtchina» (commune) avec ses parcelles enchevêtrées, étroites, lointaines, tous phénomènes qui, je le répète, ont déjà disparu en Europe occidentale, où le développement de la circulation monétaire et l'adaptation de l'exploitation paysanne aux exigences du marché ont détruit toutes ces survivances odieuses du Moyen-âge. En Russie, elles existent encore. Au moment de la Révolution de 1917, la sixième partie seulement des paysans russes n'avait pas à supporter le fardeau de la crise agraire, accaparant à elle seule la moitié de la production et de la terre, tandis que les cinq autres sixièmes gémissaient dans les tenailles de cette crise. La faiblesse de l'industrie dans les villes ne permettait ni d'attirer à la ville le surplus de la population, ni de provoquer une demande des produits agricoles qui eût stimulé l'intensification de l'agri-

culture et le passage de la culture des céréales à l'élevage.

Si notre révolution a réussi, c'est en grande partie parce que le mouvement des villes, le mouvement du prolétariat industriel, a eu pour contre-coup un mouvement agraire grandiose; et si, à son tour, le mouvement a vaincu chez nous en Russie, ce n'est que parce qu'il a été dirigé par le prolétariat ayant à sa tête le Parti communiste.

C'est pourquoi les maux et les besoins les plus importants des campagnes ont été guéris d'un seul coup. Vous savez qu'en 1917, juste 50 ans après que le congrès de la Ière Internationale, tenu en 1867, à Lausanne, eût proclamé la nationalisation du sol, nous avons, les premiers, mis cette idée en pratique. Nous avons confisqué les grandes propriétés foncières, les terres des couvents, les terres d'apanage, les terres d'Etat; nous avons remis aux paysans pour une valeur de 5 milliards environ de roubles or de terres. En même temps nous avons annulé pour 1½ milliard de roubles or d'hypothèques non compris la Sibérie. Nous avons libéré les paysans russes du paiement de fermages qui (sans l'Ukraine et la région Caucasiennne) produisaient annuellement 200 millions de roubles or. Enfin nous avons remis aux paysans pour 300 millions de roubles or de cheptel. Voilà pourquoi nous avons non seulement neutralisé les paysans, mais nous les avons fait participer à la lutte active pour la défense de la République, et nous avons obtenu, par les efforts conjugués des classes ouvrière et paysanne, l'écrasement des bandes contre-révolutionnaires. Sachant que la conquête du pouvoir donnera la possibilité de créer un état de choses où les ouvriers et les paysans travailleraient pour eux et non pas pour les exploités, notre parti a compris que le résultat de ce bouleversement serait une réduction temporaire de notre production. Nous savions que, par suite de notre état arriéré, les paysans useraient, à l'égard des terres privées, non pas de la méthode de conservation des grandes exploitations capitalistes, mais de la méthode du morcellement. Et, en effet, la terre a été portée comme l'a dit un savant russe, à l'état déliquescence. Elle a été saisie et mise en partage. En conséquence, nous avons un morcellement caractéristique, un émiettement de notre sol. Les données statistiques disent que la proportion centage des exploitations ayant plus de 8 déciatines (hectares) ne dépasse guère

2 à 4%; le groupe des paysans sans terre s'est réduit, mais voici ce qui est caractéristique: dans les provinces centrales, occidentales et orientales, la surface moyenne d'ensemencement ne dépasse pas 4 déciatines par exploitation, et dans le Sud 8 déciatines. Ainsi nous voyons un tableau rappelant des rayons de miel: les petits producteurs marchands, qui du temps de la Révolution Française ont jeté la devise: «Liberté-Egalité-Fraternité» (car c'est vraiment la devise du petit producteur marchand) ont égalisé la possession de la terre dont ils avaient eux-mêmes supprimé les divisions, ont créé une série de parcelles à peu près égales, comme étendue.

Le résultat a été celui qu'on devait attendre: une réduction de la production de céréales. En même temps les paysans faisaient sentir au prolétariat leur force,—leur force de détenteurs des produits alimentaires. Quand la situation alimentaire pénible dans laquelle s'est trouvée notre République par suite de la guerre impérialiste et civile nous eût obligés à recourir à la réquisition alimentaire, les paysans ont réagi à leur manière. En général, ils ont réagi de la manière suivante: ils ont peu à peu réduit la surface d'ensemencement. L'ayant réduite approximativement de 30%, en comparaison de 1916, ils ont en outre semé surtout des céréales alimentaires, le seigle évinçant le froment, l'avoine, l'orge, ils ont cultivé exclusivement des céréales, tuant les premiers germes d'intensification qu'on pouvait observer durant la période précédente. Les paysans ont presque abandonné les cultures industrielles et les fourrages artificiels. Il est vrai que là ne s'est pas manifestée seulement leur volonté consciente de diriger leur exploitation dans ce sens; il faut voir dans ce fait également le résultat de la destruction en masse des forces de production des campagnes, par des secousses telles que la guerre civile, la guerre impérialiste, la mauvaise récolte, etc... Mais le fait reste le fait: il ne faut point ignorer la réaction subjective des paysans devant les exigences du prolétariat; ignorant, abruti par son histoire séculaire, le paysan n'a pas pu comprendre la grandeur de l'idéal du prolétariat. Comme résultat nous avons une agriculture émiettée, parcellaire, avec une production réduite, avec un grand mécontentement causé parmi les paysans par les prétentions du prolétariat.

C'est à ce moment que le prolétariat et le Parti communiste qui le dirige ont décidé

de réviser les bases de leur politique et de créer de nouvelles formes d'alliance entre le prolétariat et les paysans. Dans les années de «communisme de guerre», nous pensions prendre au paysan, au moyen des réquisitions alimentaires, son surplus de matières premières et de produits alimentaires, afin de rétablir et d'élargir sur cette base notre industrie, qui devait fournir ses produits aux campagnes selon le principe de la répartition. En somme les villages devaient d'une certaine façon faire une avance aux villes. Mais les paysans ont nettement refusé cette alliance, et l'expérience historique que nous avons puisée dans ces grands événements a obligé le Parti à changer radicalement sa politique envers les paysans. Il proclama donc la nouvelle politique économique, qui autorise les relations capitalistes dans les campagnes, et restaure la production marchande. Cette situation a été caractérisée en termes définitifs par Lénine: «Le capitalisme, dit-il, est un mal par rapport au socialisme. Mais le capitalisme est un bien, un pas en avant, par rapport au féodalisme. Et comme nous avons dans les villages russes des survivances criantes du Moyen-Age, l'introduction de la production capitaliste est une forme particulière de lutte contre ces survivances».

Maintenant, après bientôt deux ans de nouvelle politique économique, nous pouvons examiner quelques résultats. Je me base sur les données statistiques les plus récentes, sur les études budgétaires faites dans ces derniers temps. Nous constatons une première tendance: le nivellement des prix. Avant la nouvelle politique économique, toutes les cultures industrielles étaient dépréciées en comparaison du seigle, et la Russie devenait littéralement la Russie du seigle, mais maintenant nous observons une tendance au nivellement des prix, fait d'une importance colossale, qui est la condition fondamentale de l'intensification de notre agriculture. L'intensification à son tour donnera la solution du problème fondamental de notre agriculture dans la période de transition au socialisme.

La seconde tendance qui résulte de la nouvelle politique économique, c'est le ralentissement, et même, en certains endroits, la fin de la réduction de la surface ensemencée. Dans beaucoup de régions, nous observons un accroissement de cette surface, et là où, sous l'influence de la famine, elle continue à diminuer, elle le fait d'une manière moins sensible.

Une autre tendance qui se manifeste au village, sous l'influence de la nouvelle politique économique, c'est la cessation de l'émigration des villes dans les villages. Au contraire, on commence à remarquer que la ville aspire de nouveau le surplus de la population rurale.

Enfin nous notons la préférence que manifeste la population pour les formes isolées d'exploitation. En 1917 déjà, dans notre loi sur la terre, nous proclamions que le choix des formes de tenure du sol était tout à fait libre. Néanmoins les paysans à cette époque ont préféré le partage grossier, et l'on ne remarquait pas de tendance à détruire la commune traditionnelle. Maintenant, on peut très bien constater cette tendance, qui, naturellement est en contact le plus étroit avec le processus d'intensification auquel j'ai déjà fait allusion.

Il est évident que pour un petit propriétaire, pour sa psychologie, pour son exploitation, il semble très naturel de préférer la forme de tenure qui est la plus souple et qui donne la possibilité de manoeuvrer librement sur le marché, en tenant compte de la plus grande demande de ces produits. C'est la jouissance isolée et non commune du sol qui est la forme la plus libre, qui convient le mieux au marché.

Il faut aussi remarquer maintenant dans notre agriculture le retour de la différenciation des paysans, car là où les lois du marché apparaissent au premier plan, il y a des heureux et des malheureux. Comment considérons-nous ce fait? Nous le contrôlons dans la mesure de nos forces. Ainsi, notre décret sur les contrats léonins montre clairement que nous dirigeons ce processus grandissant dans un cadre, dans un lit qui ne lui permettra point de devenir une forme odieuse, criante d'exploitation et d'obstacle au progrès. Tels sont les résultats de la nouvelle politique économique.

Ainsi, nous avons un sol entièrement libéré, nous avons un régime d'où sont complètement bannis les facteurs d'asservissement extra-économiques, car la dictature des exploités est tombée, on leur a enlevé la possibilité de favoriser le processus d'accumulation par l'Eglise, l'Ecole, l'armée et la police. Ces instruments d'exploitation leur ont été enlevés. En même temps la coopération est maintenant sous le contrôle du pouvoir ouvrier et paysan. Libérée de l'idéologie bourgeoise, elle a une autre direction que dans les pays capitalistes, c'est-à-dire qu'elle ne sert plus à émousser la lutte de classes,

mais à accélérer l'édification socialiste. Toutes ces conditions économiques fondamentales, toutes ces conditions politiques nous donnent plein droit de dire que ce processus de disparition des survivances du Moyen-Age se terminera chez nous de la manière la moins tourmentée. De ce point de vue on peut se joindre à l'appréciation qu'a donnée à ce Congrès Lénine, en déclarant que dans leur ensemble les paysans sont contents. Permettez-moi de citer en conclusion les célèbres paroles de La Bruyère sur les paysans français: ces paroles peuvent être très bien appliquées aux paysans russes d'avant la révolution. La Bruyère dit: qu'il est une espèce d'êtres humains, mâles et femelles, sales, épuisés, brûlés par le soleil. Ils remuent la terre et lorsqu'ils se relèvent on peut remarquer qu'ils ont une face humaine. J'aurais voulu donner à ces mots «lorsqu'ils se relèvent» une signification symbolique. Oui justement, lorsque les paysans se relèveront, nous verrons qu'ils ont face humaine, et quant à se relever, ils ne le peuvent que sous la dictature du prolétariat. Ce n'est que la dictature du prolétariat et la nationalisation du sol qui créeront les conditions sous lesquelles les paysans pourront se relever, non seulement dans le sens physique dont parlait La Bruyère, mais aussi dans le sens politique et social du mot (applaudissements).

Joss (Angleterre). Camarades, le problème agraire en Angleterre se présente sous deux aspects. L'un est l'aspect national; l'autre est international. Le problème agricole en Angleterre est un problème très difficile, parce que pendant les 150 dernières années l'industrie s'est développée au détriment de l'agriculture. Aujourd'hui, 80% de notre population sont engagés dans des entreprises industrielles et 20% seulement travaillent dans l'agriculture à la production des denrées alimentaires. C'est pourquoi en ce qui concerne le problème actuel, la possibilité de la révolution prolétarienne en Angleterre, il nous faudra ou bien développer les ressources agricoles intérieures de notre pays, ou bien de plus en plus nous intéresser au développement agricole des autres pays.

Maintenant, non seulement parmi nous communistes, mais aussi dans toute la classe ouvrière d'Ecosse, une des questions les plus communément posées aux orateurs communistes est la suivante: après la révolution industrielle, comment assurerez-vous le ravalement de la population?

C'est la question des rapports entre ouvriers industriels et ouvriers agricoles. En Angleterre et dans différentes parties de l'Ecosse, beaucoup d'ouvriers qui étaient autrefois des ouvriers agricoles et qui, par suite du développement de l'industrie, sont venus dans les villes, maintenant que l'organisation industrielle de la Grande-Bretagne se désagrège, demandent à retourner à la campagne. Le Nord de la Grande-Bretagne, l'Ecosse, devenue maintenant un territoire de sport pour la population riche, pour la classe capitaliste, ce pays de vallées fertiles qui nourrissait jadis une nombreuse population est maintenant une région dévolue au gibier. De là une tendance qui s'exprime par la révolte contre les autorités du Nord de l'Angleterre. Beaucoup de ces ouvriers, qui étaient soldats pendant la guerre et à qui on avait dit qu'après la guerre, il y aurait beaucoup de terre pour les héros, se sont emparés du sol dans ces régions. Dans ces contrées particulières où se trouvent des ouvriers agricoles, le devoir du Parti Communiste est de veiller au développement des ressources alimentaires nationales, et au partage des terres à la population non possédante.

Il y a également un autre facteur important dans le problème agricole. Nous n'avons pas en Angleterre les mêmes différences qui existent dans les pays du continent. Notre population paysane est extrêmement limitée; la majorité des ouvriers agricoles appartient au prolétariat agricole. Ils se trouvent sur le même plan que le prolétariat industriel, ils agissent comme lui par la voie syndicale, ils expriment ainsi leurs revendications. Par suite, la liaison du prolétariat industriel avec le prolétariat agricole est un problème très simple pour l'Angleterre.

Un nouveau facteur est intervenu, c'est celui de l'industrie lourde en général. A présent, nous avons près de 2 millions de chômeurs et, en outre, nous avons les ouvriers des industries lourdes, les industries du charbon, du fer, de l'acier et de l'agriculture, qui par suite de la rupture de l'équilibre économique ont été ramenés à un niveau de vie inférieur de 60% à celui d'avant-guerre. Le prix de la vie a augmenté de 80% par rapport à celui d'avant-guerre. Les salaires des ouvriers du Nord, des ouvriers des industries du fer, de l'acier et le gain des petits paysans ont été réduits de 20 et 30% par rapport au niveau d'avant-guerre. La bourgeoisie commence à comprendre qu'il y a ici un problème qu'elle doit résoudre. Le

président de la Lloyd Bank, une des grandes organisations qui contrôlent le capital industriel en Angleterre, disait: si on considère les chiffres du recensement de 1921, qui a montré le rapport de la population industrielle à la population agricole, à moins de ramener le commerce à l'état où il se trouvait en 1913, il n'y a plus place en Angleterre que pour une population de 15 millions d'hommes.

Le développement des contrées qui importaient des denrées alimentaires en Angleterre, l'Amérique, le Canada et les Indes, la dépendance croissante de la Grande Bretagne vis à vis de ces pays, et la tendance croissante des colonies et de l'Amérique à avoir leur commerce particulier vis à vis de l'Angleterre, posent un problème spécial pour le Parti Communiste de Grande-Bretagne. C'est à cause de ce facteur que nous insistons, dans le problème agraire, non seulement pour maintenir nos relations étroites avec le prolétariat agricole d'Angleterre, mais aussi pour développer ces ressources qui sont nécessaires à l'Angleterre et aussi d'autre part pour maintenir notre contact avec les ouvriers agricoles des autres pays. Le professeur Varga nous a dit qu'il n'y avait pas un seul pays d'Europe, à l'exception de l'Angleterre, où le prolétariat puisse faire la révolution sans avoir derrière lui le prolétariat rural. Nous autres, nous aurons à résoudre le problème suivant, une fois effectuée la révolution; nous procurer les moyens de la maintenir. Pour maintenir la révolution prolétarienne en Angleterre, il faudra que le Parti Communiste réalise des succès dans la question agraire, non seulement au point de vue national, mais aussi internationalement.

Rieux.—Je ne suis pas d'accord avec l'exposé du camarade Renaud Jean, tout au moins en ce qui concerne la capacité communiste et révolutionnaire qu'il accorde aux paysans français. Le camarade Renaud Jean a laissé croire dans son exposé que les paysans français étaient révolutionnaires, ce qui n'est pas exact, ou qu'ils étaient près de l'être et le deviendraient rapidement avec une propagande antimilitariste, ce qui est dangereux.

Il y a en France des gros propriétaires fonciers qui sont nos adversaires irréductibles de classe, des salariés agricoles, c'est-à-dire non possédants et des petits propriétaires. Les camarades salariés, les travailleurs des champs, ont des intérêts communs avec les prolétaires des villes. Le rôle des organisa-

tions syndicales,—telle que la C.G.T.U.—est de créer des syndicats agricoles et d'englober dans une lutte commune les salariés de la campagne et les salariés de la ville. Quant aux petits propriétaires, je crois que notre camarade Renaud Jean ne traduit pas exactement la vérité lorsqu'il dit qu'ils ne sont pas dans une situation privilégiée par rapport aux salariés agricoles et aux salariés de la ville.

Renaud Jean.—Je n'ai jamais dit cela et tu le sais bien.

Rieux.—Les propriétaires ruraux ont gagné pendant la guerre, pas mal d'argent. Toute notre propagande tend à leur prouver que l'argent par eux gagné n'est en réalité que du papier-monnaie sans valeur réelle. Ces paysans répondent que ce papier-monnaie ayant une capacité d'achat et une capacité de commerce, leur crée de ce fait une situation plus favorable que celle qu'ont les salariés. Et tant que les petits propriétaires bénéficieront de meilleures conditions de vie, on ne pourra qu'essayer de les neutraliser en leur promettant au lendemain de la révolution la conservation de leurs terres, mais en tous cas, on ne peut pas espérer qu'ils deviennent révolutionnaires et qu'ils participent, comme les salariés agricoles et les salariés des villes, au combat révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Le camarade Renaud Jean déclare encore qu'à l'aide de la propagande anti-militariste, il entraînera les paysans dans la voie de la révolte, qui formera demain leur esprit révolutionnaire.

Je ne pense pas ce soit exact. Je crois que le camarade Renaud Jean méconnaît les nécessités de la guerre civile, les nécessités du combat armé, nécessités sans lesquelles le prolétariat ne pourra pas déposséder la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir.

Aller devant les paysans, leur parler toujours et sans cesse d'antimilitarisme, leur apprendre toujours et sans cesse la haine de l'uniforme la haine l'armée, c'est s'exposer à de graves déboires, si on songe que nous aussi nous aurons besoin d'une armée, et pour conquérir le pouvoir et pour le défendre une fois conquis. On entretient ainsi une confusion dans les esprits et cette confusion se répercute dans le Parti Communiste français, dans nos assemblées communistes. Il est pas mal de gens qui disent: C'est là du bas caporalisme, nous serions encore des soldats, nous serions encore domestiqués. Et ces ca-

marades déclarent que peut-être ils accepteront à un moment donné, l'emploi de la violence, qu'ils accepteront l'emploi de la force armée, mais ils prennent prétexte des horreurs de la guerre et de cette théorie de l'antimilitarisme abstrait pour ne pas préparer cette armée, qui sera pourtant nécessaire, et organiser cette violence, qui sera indispensable.

Renaud Jean. Comment veux-tu maintenant organiser en France une armée en dehors de l'armée gouvernementale?

Rieux. Ceci est une question qui n'a pas sa place dans le sujet actuel, mais tout de même, je veux bien dire que c'est en faisant la propagande chez les soldats, en créant des noyaux dans l'armée.

Renaud Jean. Nous sommes d'accord, alors?

Rieux... en appuyant la propagande de la jeunesse, comme vous ne l'avez pas appuyée jusqu'à présent, et en essayant de conquérir l'esprit de l'armée, non en disant qu'il ne faut plus d'armée, qu'il ne faut plus de cet appareil de force, mais en disant qu'il faut cette force et qu'il faut la mettre à la disposition du prolétariat. (Applaudissements).

Quand le camarade Renaud Jean déclare que l'expropriation de la vie compte davantage pour le paysan que l'expropriation de la terre, je reprends à mon compte l'interruption du camarade Bordiga; je déclare que pendant la durée de la guerre, les paysans français, comme d'ailleurs les ouvriers, ont accepté d'envoyer leurs enfants, d'envoyer les leurs à la mort; ils se sont laissé exproprier de leurs enfants, mais ils ne se sont pas laissé exproprier de leurs gros sous: s'ils ont donné leurs enfants pour rien, ils ont prêté leurs sous, et ce, avec intérêts.

Je crois qu'il faut surtout s'attacher à attirer à nous (à l'aide de la lutte pour les intérêts immédiats, la question des salaires, la question des logements, toutes questions qui les intéressent), les salariés agricoles qui ne possèdent rien et leur donner comme mot d'ordre: la prise de la terre qu'ils travaillent. Il faut ensuite s'attacher à neutraliser les petits propriétaires, il faut surtout employer toutes nos forces et tout notre temps au premier problème immédiat: la prise du pouvoir. Pour prendre le pouvoir, il nous faut lancer dans l'action les masses ouvrières, les travailleurs de la ville et les travailleurs agricoles.

Quant au programme constructif, les camarades russes nous ont prouvé par leurs différentes fluctuations que l'on ne pouvait rien baser de solide et que c'était les événements eux-mêmes qui se chargeaient d'indiquer quelles étaient les possibilités de construction réalisables dans chaque pays au lendemain de la prise du pouvoir.

Notre camarade Trotski a lui-même dit qu'il était une certaine époque où la vie économique du pays, celle des travailleurs de la terre, est subordonnée aux nécessités de la guerre civile, subordonnée aux nécessités du maintien du pouvoir par le prolétariat.

Il ne faut donc pas attacher trop d'importance, et surtout, camarades de l'Internationale, ne pas ajouter foi à la légende selon laquelle les paysans français sont révolutionnaires, parce qu'alors je me demande pour quelle raison ils n'auraient pas déjà aidé les travailleurs des villes et pourquoi ils ne seraient pas encore débarrassés de leur capitalisme.

Les paysans français ne sont pas révolutionnaires, les paysans français sont conservateurs. Les paysans français ont un état d'esprit que le camarade Trotski a qualifié très justement de «petit-bourgeois» et ce n'est qu'en essayant de diviser la classe paysanne, en entraînant les salariés agricoles, et en imposant aux autres éléments la dictature du prolétariat que nous pourrions arriver à réaliser en France la Révolution sociale. (Applaudissements).

Renaud Jean. Tu feras imprimer ton discours et tu le porteras aux paysans de Gironde!

Marchlewski. Président: La parole est au camarade Pauker.

Pauker (Roumanie).—Camarades, nous ne sommes pas d'accord sur les thèses prises dans leur ensemble. Je crois que nous devons quelques éclaircissements au camarade Varga, puisqu'il s'est plaint que la délégation roumaine eût répondu: «nous ne savons pas» à la question: quel effet la réforme agraire de Roumanie a-t-elle produit sur les paysans?

Eh bien, camarades, je dois confirmer les paroles du camarade Varga. Oui, c'est peut-être triste à avouer, nous ne le savons pas, c'est-à-dire, camarades, que nous ne sommes pas assez informés sur cette question pour être en mesure de fournir à l'Internationale un matériel suffisant pour servir à l'établissement d'un programme d'action, non seulement sur des bases théoriques, mais sur la

base de l'expérience pratique. Dans ce sens, nous pouvons dire que nous ne savons pas quel a été l'effet produit par la réforme agraire sur les paysans de Roumanie. Mais il ne faut pas oublier que le Parti Communiste de Roumanie, malgré les louanges qu'il a reçues ici et dans les Commissions, n'existe pas encore en réalité comme une organisation susceptible de travailler indépendamment, car il est encore en cours de constitution et dans des circonstances assez difficiles.

Du reste, je crois d'une façon générale qu'il n'y a pas de honte à avouer qu'on ne sait pas quelque chose. Par exemple nous avons demandé au camarade Varga s'il pensait qu'une grande exploitation rurale intensivement industrialisée était plus productive que la petite exploitation paysanne. Le camarade Varga a répondu: je n'en sais rien. Cela prouve que la question de la production rurale et du mouvement agricole n'a pas encore été suffisamment étudiée dans l'Internationale, même par des organisations supérieures en qualité et en force au Parti Communiste de Roumanie.

Les erreurs commises dans le passé par le Parti Socialiste roumain, la trahison et la réaction ont réduit l'organisation roumaine à un groupe minime qui est encore en train de se constituer et qui pour cette raison n'a pas encore la possibilité d'aller dans les villages, d'y mener la lutte contre la réaction et le gendarme roumain, et enfin d'y prendre pied.

C'est pour cette raison et non, comme conclut à tort le camarade Varga, parce qu'on n'a pas accordé à la question paysanne l'attention nécessaire, que nous devons répondre: nous ne savons pas.

Camarades, il y a certaines questions qu'on n'a pas acceptées dans le programme d'action et qui ont cependant une certaine importance. Je vais seulement les indiquer brièvement.

Le camarade Varga a expliqué que dans les pays anglo-saxons c'est avant tout la question des transports et des voies ferrées constituant une propriété privée qui importent, les capitalistes réussissant, grâce à ces moyens, à enlever aux paysans une partie de leur profit et les tarifs des chemins de fer augmentant ou diminuant avec l'augmentation ou la diminution des prix des céréales.

En Roumanie, la situation est tout à fait analogue et la bourgeoisie roumaine compte avec ce fait que le paysan roumain exporte la plus grande partie de ses produits, la

Roumanie étant un pays d'exportation agricole. Avec l'augmentation et la diminution des prix du marché mondial sur les céréales, augmentent et diminuent aussi les droits d'exportation sur les céréales, et ces droits ne constituent pas un taux insignifiant de la production; ils s'élèvent parfois jusqu'à cent pour cent comme dans le cas actuel. D'autre part, le camarade Varga était d'avis, et je crois que la Commission partageait cet avis, en tous cas elle n'a pas protesté contre, que nous ne devions pas faire campagne contre ces droits, parce que c'est là un impôt perçu par l'Etat roumain et qu'il y a des impôts dans toute la société capitaliste. S'il n'y avait pas tels ou tels impôts, il y en aurait d'autres. Mais à mon avis, nous devrions aussi combattre ces autres impôts, s'ils s'élevaient à cent pour cent de la production. C'est pourquoi nous trouvons qu'il y a une certaine inconséquence dans le programme d'action.

Pour ce qui est de la question de la propagande rurale en général, il y a, il me semble, une certaine justesse dans notre conception quoique nous n'ayons pas encore grande expérience pratique. En tous cas, nous devons nous en occuper un peu plus, parce que comme parti et comme mouvement révolutionnaire nous ne saurions exister que si nous savons toucher vraiment la population rurale. La question qui se pose donc à nous est de savoir quelle couche du prolétariat rural est vraiment révolutionnaire et quelle peut être neutralisée. Cette question est d'une importance décisive et là-dessus nous ne partageons pas du tout l'opinion du camarade Renaud Jean. A mon avis, il y a malentendu sur cette question. Tout ce que le camarade Renaud Jean nous a dit ici est exact dans le détail: on peut gagner les paysans par l'antimilitarisme, on peut gagner les petits paysans en leur promettant que la révolution ne leur enlèvera pas la terre, mais il me semble que c'est cela précisément qu'on appelle en langage clair: la neutralisation des paysans.

Ceux-ci ne sauteront pas à la gorge de la révolution, ils n'agiront pas contre elle parce qu'ils se diront qu'ils n'ont rien à y perdre. Mais ils ne sauteront pas non plus à la gorge de la bourgeoisie. Par conséquent, ils ne monteront pas sur les barricades. Je parle des paysans qui ont assez de terre pour se nourrir eux-mêmes et leur famille. Nous gagnerons sûrement à la Révolution ces paysans-là avec les méthodes du camarade

Renaud Jean, en ce sens qu'ils ne combattront pas la révolution lorsque le moment de la lutte pour le pouvoir sera arrivé. Mais les paysans qui n'ont pas assez de terre pour se nourrir eux-mêmes et leur famille et qui doivent donc travailler en échange d'un salaire, nous pouvons les gagner à la lutte révolutionnaire, sinon tout de suite au moins dans quelques années; ils travailleront activement avec nous quoique, cela va sans dire, nous ne puissions pas leur attribuer l'activité révolutionnaire du prolétariat industriel et du véritable prolétariat agricole.

On peut aussi poser la question d'une autre façon (en fin de compte ce n'est qu'une question de détail), en disant dans notre programme: ou bien nous allons révolutionner ces paysans, ou bien nous pensons que nous réussirons simplement à les neutraliser. Or, il n'est pas ainsi, car le camarade Renaud Jean a dit un mot fatal et il le répète toujours dans les conversations privées: nous avons, dit-il, beaucoup plus de succès avec notre communisme chez les paysans que dans le prolétariat rural. Je lui ai toujours répondu: je puis également imaginer un communisme avec lequel nous aurions beaucoup plus de succès chez les gros propriétaires et chez les capitalistes que dans le prolétariat. Il s'agit seulement de savoir ce qu'on entend dans ce cas par communisme?

Cela prouve seulement que la propagande, du moins telle qu'elle est faite dans une partie de la France, n'est pas juste et nous devons insister pour que cette question soit éclaircie, pour que soit définie la partie des paysans que nous pouvons neutraliser et les moyens par lesquels nous pouvons les neutraliser, ainsi que la partie que nous pouvons révolutionner et également les moyens propres à cela. Naturellement, nous approuvons vivement la nécessité de préconiser dans notre programme d'action les mêmes revendications pour le prolétariat rural que pour le prolétariat industriel.

Et à présent, camarades, je passe à des questions spécifiquement roumaines:

La-dessus aussi, je dois quelques explications par lesquelles je vais conclure. La bourgeoisie roumaine a réussi à appliquer la réforme agraire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas été gênée dans l'application de cette réforme par l'explosion de la révolution sociale, par la conquête directe du pouvoir par le prolétariat et par les paysans. C'est une chose bien connue que la Roumanie est le pays classique des insurrections de paysans. En-

viron tous les dix ans nous avons des soulèvements de paysans. La dernière fois ce fut dans la terrible année 1907. La période d'après 1907 fut une période de lutte entre les fractions de la bourgeoisie qui tentèrent de neutraliser les paysans et les gros propriétaires fonciers qui voulaient maintenir le vieux système féodal d'exploitation. Et la Roumanie était assez féodale pour assurer à ces féodaux leur domination jusqu'à la révolution russe. Celle-ci fut le facteur déterminant qui arracha la grande propriété des mains des gros propriétaires fonciers pour la mettre entre les mains des paysans. La manière dont cela arriva correspond à peu près au point 9 du programme d'action, c'est-à-dire que les paysans qui ont reçu la terre étaient en général ou bien les paysans riches ou bien ceux qui soutenaient politiquement la bourgeoisie et parmi lesquels des individus influents avaient été maires de villages ou quelque chose d'analogue. Les quelques paysans pauvres qui ont reçu de la terre tombent très rapidement sous le joug des banques, puisqu'ils n'ont pas assez d'outils ni de bétail pour cultiver et sont de la sorte obligés de prendre tout à crédit. C'est assez remarquable que même la loi bourgeoise sur l'expropriation présente assez de petits et même de grands moyens pour saboter l'expropriation, par exemple en permettant au paysan de vendre sa terre. On se crée ainsi un moyen de favoriser la classe des gros paysans. Il n'y a même pas à parler des bois et des vignobles, qui restent dans la possession de la bourgeoisie dans une si grande mesure (leur superficie dépasse la moitié de la terre expropriée, du moins dans la vieille Roumanie) que la question de l'expropriation totale est encore un mot d'ordre qui a une influence très révolutionnaire sur les masses paysannes. Pour ces motifs, on peut espérer que si le Parti Communiste sait approfondir et répandre ses mots d'ordre, et il le saura certainement, il réussira à obtenir avec raison les louanges du camarade Varga et de toute l'Internationale. (Vifs applaudissements).

Marchlewski, Président. Camarades, avant de procéder à la traduction, je voudrais vous faire connaître les heures des Commissions d'aujourd'hui:

à 7 heures, séance du Présidium dans la salle d'en bas.

à 7 h. 1/2 commission française, salle du restaurant ici au Palais.

à 5 h. $\frac{1}{2}$, Commission du secours ouvrier, également ici.

à 6 heures, Commission Tchèque, aussi ici.

Demain, la séance commence ici à 11 heures, mais en même temps dans la salle d'en bas

à 11 heures précises du matin commencera une séance de la Grande Commission italienne des deux fractions.

La séance est levée à 4 heures.

D é c l a r a t i o n .

Le cam, Sullivan, dans son discours, le 12 novembre, à l'assemblée plénière, (se reporter au bulletin N° 7, édition anglaise, page 3) a attaqué vigoureusement l'organe du Worker Party, le „Worker“; il a cité une phrase d'un article paru dans ce journal, et s'est engagé à présenter cet article à la commission américaine. Après avoir pris connaissance de l'article en question, la commission déclare que la phrase incriminée,

entourée du contexte, prend un autre sens, que celui que lui a donné le cam. Sullivan. La commission condamne énergiquement la façon dont le cam. Sullivan a attaqué un organe central qui a rendu de grands services à la propagation des idées communistes en Amérique.

La Commission Américaine.